

Madame Clémence LEFER
Avenue des Villas 46
1060 bruxelles

RU2025/22168-

Coordonnées :

Référence communale du dossier :	RU2025/22168- (A rappeler dans toute correspondance)
Personne de contact :	Sebastiano Pecoraro
Tel. :	02/800.07.52 – 02/558.09.25
Mail :	ru@anderlecht.brussels
Votre référence :	RUSI-251106-2587345

Renseignements urbanistiques : Digue du Canal 115

- l'appartement dénommé « D15.1 » au quinzième étage avec la cave dénommée « C-2.032 », sise au deuxième sous-sol et l'emplacement de parking dénommé « P97 », sis au premier sous-sol

Madame,

En réponse à votre demande de renseignements urbanistiques concernant le bien sis **Digue du Canal 115, cadastré 21306C0316/00A000**, nous avons l'honneur de vous délivrer le présent document, dressé sous réserve des résultats de l'instruction approfondie à laquelle il serait procédé au cas où une demande de certificat d'urbanisme, de permis d'urbanisme ou de permis de lotir était introduite au sujet du bien considéré.

Renseignements urbanistiques relatifs aux dispositions réglementaires régionales et communales qui s'appliquent au bien.

1. En ce qui concerne la localisation :

Selon le Plan Régional d'Affectation du Sol, en vigueur depuis le 29 juin 2001, le bien se situe en **espaces structurants, zones d'entreprises en milieu urbain**.

Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un Plan d'Aménagement Directeur (PAD).

Le bien est situé dans le périmètre du plan particulier d'Affectation du Sol : « Rive droite » par A.R. du 14/02/1962.

Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de lotissement.

2. En ce qui concerne les conditions auxquelles un projet de construction serait soumis :

Les prescriptions du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Les prescriptions du Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) précité – le solde des superficies de bureaux et d'activité de production de biens immatériels admissibles (CASBA) est consultable à l'adresse internet suivante : <http://www.casba.irisnet.be/PRAS/ListeMaille.htm> ;

Les prescriptions du Règlement Régional d'Urbanisme (RRU), approuvé par l'arrêté du gouvernement du 21 novembre 2006 ou d'un Règlement Régional d'Urbanisme Zoné (RRUZ).

Les prescriptions du PPAS précité, sous réserve d'une abrogation implicite de certaines dispositions ;

Les prescriptions des Règlements Communaux d'Urbanisme (RCU) et Règlement Communaux d'Urbanisme Spécifiques ou Zonés (RCUS ou RCUZ) suivants :

- Règlement Communal d'Urbanisme Spécifique : « RCU_2016 », Moniteur Belge du 17/10/2019.

Les prescriptions du PRAS, du PAD et du RRU sont consultables sur le portail régional de l'urbanisme : <http://urbanisme.brussels>.

Les périmètres des PPAS et des PL sont consultables sur le site internet suivant : www.brugis.be.

Leur contenu est disponible, sur demande, auprès du service urbanisme de la commune.

3. En ce qui concerne une expropriation éventuelle qui porterait sur le bien :

Le bien n'est pas repris dans le périmètre d'un plan d'expropriation.

4. En ce qui concerne l'existence d'un périmètre de préemption :

Le bien n'est pas repris dans un périmètre de préemption.

5. En ce qui concerne l'inscription du bien sur la liste de sauvegarde, son classement ou une procédure d'inscription ou de classement en cours :

Le bien n'est pas inscrit à l'inventaire du patrimoine immobilier.

Par mesure transitoire, les immeubles qui ont fait l'objet d'une autorisation de bâtir ou d'une construction antérieure au 1^{er} janvier 1932 sont considérés comme inscrits dans l'inventaire du patrimoine immobilier de la Région (article 333 du CoBAT).

Le bien n'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde.

Le bien n'est pas repris dans la liste des biens classés.

6. En ce qui concerne l'inventaire des sites d'activité inexploités :

Le bien n'est pas repris à l'inventaire des sites d'activités inexploités.

7. En ce qui concerne l'existence éventuelle d'un plan d'alignement :

Le plan d'alignement actualisé pour ce bien n'est pas connu à ce jour.

8. Autres renseignements :

Le bien n'est pas repris dans un contrat de quartier.

Le bien n'est pas compris dans un contrat de rénovation urbaine.

Le bien est situé dans un périmètre de zone de revitalisation urbaine.

Certaines activités et installations techniques sont soumises à permis d'environnement. C'est notamment le cas des citernes à mazout, des boxes de garages et emplacements de parking à l'air libre et autres activités industrielles et artisanales. Afin de vérifier si le bien fait l'objet d'un permis d'environnement, veuillez consulter la carte des permis d'environnement de Bruxelles Environnement : <http://novac-pe.irisnet.be/permis-environnement.html>

Afin de savoir dans quelle catégorie le bien est repris à l'inventaire de l'état du sol au sens de l'article 3, 15° de l'Ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, des renseignements peuvent être pris auprès de Bruxelles Environnement, Site de Tour & Taxis, Avenue du Port 86C / 3000 à 1000 Bruxelles, ou via son site internet www.environnement.brussels ;

Afin de vérifier si le bien est grevé d'une servitude pour canalisation pour transport de produits gazeux dans le cadre de la loi du 12 avril 1965, des renseignements peuvent être pris auprès de Fluxys Belgium SA, Avenue des Arts 31 à 1040 Bruxelles ;

Le bien n'est pas situé dans le périmètre d'une zone telle que visée à l'article 129 de la loi du 04 avril 2014 sur le contrat d'assurance terrestre.

Pour obtenir des informations sur les zones inondables, veuillez consulter la carte des zones inondables de la Région de Bruxelles Capitale : http://geoportal.ibgebim.be/webgis/inondation_carte.phtml

La carte des arbres remarquables est disponible via le site web www.mybrugis.irisnet.be . Des règles particulières supplémentaires s'appliquent en cas d'abattage ou d'élagage / étêtage de ces arbres.

En ce qui concerne une éventuelle question de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements, nous vous invitons à prendre contact avec la DIRM.

En ce qui concerne une éventuelle question d'égouttage, nous vous invitons à prendre contact avec Hydrobru.

Renseignements urbanistiques complémentaires destinés à tout titulaire d'un droit réel sur un bien immobilier, aux personnes qu'il autorise ou mandate ainsi qu'à tout intervenant à l'occasion de la mutation d'un bien immobilier, au regard des éléments administratifs dont nous disposons.

1. En ce qui concerne les permis et certificats délivrés ainsi que les recours ou les refus éventuels :

Demande d'autorisation/permis/certificat	Objet	Décision et date
Demande de permis d'urbanisme n° 48978-PUFD	Démolir un immeuble de bureaux et reconstruire un ensemble d'immeubles comprenant deux espaces commerciaux, un équipement et des logements (NAUTILUS)	Délivré le 22/04/2016.
Demande de permis d'urbanisme n° PU 51416	Remplacer un panneau publicitaire de 8m ² par un panneau de 6m ²	Délivré le 16/06/2020.
Demande de permis d'urbanisme n° PU 51694	Redistribuer les surfaces commerciales du socle induisant la suppression de 2 places de stationnement et des adaptations mineures en façade (permis modificatif 01/PFD/658728)	Délivré sous conditions le 11/01/2021.
Demande de permis d'urbanisme n° PU 52584	Modifier la destination d'un commerce en horeca de type brasserie	Refusé le 26/09/2023.
Demande de permis d'urbanisme n° PU 53466	Changer l'affectation d'un commerce en brasserie	Refusé le 15/04/2025.

La description des travaux autorisés et les éventuelles conditions d'octroi sont accessibles, sur demande, auprès de l'autorité délivrante (commune ou Région).

NB : Seuls les plans cachetés par l'administration reflètent la situation légale du bâtiment.

Description du bien, tel que connu par nos services :

Bâtiment	Gabarit	Remarque
terrain à front de rue		parcelle 6 C 80 K; terrain à bâtir (à intégrer dans le projet de la parcelle C 83 E)
Alentours sur la parcelle 83 E		
Immeuble à appartements		parcelle 6 C 83 E: rez commercial; 4 bloc: bloc A = R+8; bloc B=R+7; Bloc C= R+7; Bloc D= R+16

2. En ce qui concerne les affectations ou utilisations licites du bien dans chacune de ses composantes :

Au regard des éléments administratifs à notre disposition, le bien abrite les affectations et utilisations suivantes, réparties comme suit :

Bâtiment	Localisation	Destination	Nombre	Commentaire
Immeuble à appartements	Espace commun -1 (A, B, C, D)	Parking	151	dont 52 pl. (C) + 99 pl. (A, B et D) + caves (A, B, C et D) et locaux divers
	Espace commun +0 (A, B, C)	Commerce	2	
	Espace commun +1 (B, C)	Commerce		
	Bloc A +1	Parking	22	
	Bloc A +2	Logement	7	
	Bloc A +3	Logement	7	
	Bloc A +4	Logement	7	
	Bloc A +5	Logement	7	
	Bloc A +6	Logement	4	
	Bloc A +7	Logement	4	
	Bloc A +8	Logement	4	
	Bloc B +2	Logement	7	
	Bloc B +3	Logement	6	
	Bloc B +4	Logement	6	
	Bloc B +5	Logement	6	
	Bloc B +6	Logement	6	
	Bloc B +7	Logement (locaux annexes)		
	Bloc C +2	Logement	5	
	Bloc C +3	Logement	5	
	Bloc C +4	Logement	5	
	Bloc C +5	Logement	5	
	Bloc C +6	Logement	5	
	Bloc C +7	Logement	1	
	Bloc D -2	Logement (locaux annexes)	104	
	Bloc D +0	Logement	1	
	Bloc D +1	Logement (locaux annexes)		
	Bloc D +2	Logement	8	
	Bloc D +3	Logement	8	
	Bloc D +4	Logement	7	+ suite d'1 logement du 3 ^e étage
	Bloc D +5	Logement	8	
	Bloc D +6	Logement	7	+ suite d'1 logement du 5 ^e étage
	Bloc D +7	Logement	8	
	Bloc D +8	Logement	7	+ suite d'1 logement du 7 ^e étage + sous-station
	Bloc D +9	Logement	7	+ suite d'1 logement du 8 ^e étage + sous-station
	Bloc D +10	Logement	7	+ suite d'1 logement du 9 ^e étage
	Bloc D +11	Logement	8	

	Bloc D +12	Logement	7	+ suite d'1 logement du 11 ^e étage
	Bloc D +13	Logement	7	
	Bloc D +14	Logement	6	+ suite d'1 logement du 13 ^e étage
	Bloc D +15	Logement	2	
	Bloc D +16	Logement	2	
terrain à front de rue	rez-de-chaussée	Parking	21	21 sur les 40 places extérieures reprises sur l'ensemble du site
Alentours sur la parcelle 83 E	+0 extérieur, côté N-O	Parking	19	19 sur les 40 places extérieures reprises sur l'ensemble du site
	+0 centre			

Au regard des éléments administratifs à notre disposition, le nombre d'unités de logement indépendantes qui peuvent être considérées comme régulières s'élève à **197**.

Le bien concerné est l'appartement dénommé « D15.1 » au quinzième étage avec la cave dénommée « C-2.032 », sise au deuxième sous-sol et l'emplacement de parking dénommé « P97 », sis au premier sous-sol.

3. En ce qui concerne les constats d'infraction :

Le bien n'a fait l'objet d'aucun constat d'infraction.

L'absence d'un constat d'infraction ne permet pas de présumer de l'absence d'infraction.

4. En ce qui concerne les suspicions d'infraction :

Le bien ne fait l'objet d'aucune suspicion d'infraction.

L'absence de suspicions d'infraction ne permet pas de présumer de l'absence d'infraction.

5. En ce qui concerne la mise à jour administrative de l'état du bien :

A notre connaissance, aucune mise à jour des plans n'est nécessaire.

Observations complémentaires.

Le descriptif sommaire n'est pas un document officiel. La commune n'intervient pas dans son élaboration et ne le valide pas, son contenu n'engage en rien la commune.

Les renseignements urbanistiques fournis sont valables à la date du présent courrier. Une modification ultérieure de la législation ou la fourniture de nouvelles preuves d'occupation peuvent avoir pour conséquence de modifier les informations fournies.


Le présent document ne dispense pas de se rendre titulaire du permis d'urbanisme pour l'exécution de travaux ou l'accomplissement d'actes énumérés aux articles 98§1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ou par un règlement communal d'urbanisme, ou du permis de lotir exigé par l'article 103 du même Code.

Toute personne peut prendre connaissance auprès du service urbanisme de la commune du contenu des demandes de certificat ou de permis d'urbanisme ou de lotir introduites, ou des certificats et permis délivrés, et obtenir copie des éléments communicables en vertu de l'ordonnance du 18 mars 2004 sur l'accès à l'information relative à l'environnement et à l'aménagement du territoire dans la Région de Bruxelles-Capitale. **Nous vous conseillons très fortement de réaliser cette démarche, afin de vérifier par vous-même la présence d'éventuelles infractions urbanistiques cachées à notre administration, en comparant les plans légaux avec ce que vous connaissez du bien.**

Des copies ou extraits des projets de plans approuvés, des permis de lotir non périmés et des règlements d'urbanisme peuvent être obtenus auprès de l'administration communale. Celle-ci est susceptible de demander des frais relatifs à la délivrance de ces documents, voire des preuves de propriété dans le cas des plans des permis d'urbanisme.

Veuillez agréer nos salutations distinguées.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,



Marcel VERMEULEN

Par délégation :
L'Echevine de l'Urbanisme et de
l'Environnement,



Françoise CARLIER